

EXTRAIT DE PRESSE
(Figaro.fr- 11 Septembre 2015)

FIGAROVOX/GRAND ENTRETIEN - Alors que la branche énergie du groupe Alstom est rachetée par l'américain General Electric, Jean-Michel Quatrepoint dénonce l'abandon progressif dont est victime l'industrie française dans son ouvrage *Alstom, scandale d'Etat*.

Jean-Michel Quatrepoint est journaliste économiste. Il a travaillé entre autres au Monde, à La Tribune et au Nouvel Economiste. Il a écrit de nombreux ouvrages, dont La crise globale en 2008 qui annonçait la crise financière à venir.

LE FIGARO. - Vous consacrez un livre à la vente de la branche énergie du groupe français Alstom à l'entreprise américaine General Electric. En quoi peut-on parler de «scandale d'Etat»?

Jean-Michel QUATREPOINT. - C'est un scandale parce que cette opération s'est faite en catimini. Patrick Kron est allé négocier sans en informer son comité exécutif ni son conseil d'administration, et encore moins l'Etat. C'est un scandale parce que la plainte et l'action du Département de la Justice américain contre Alstom pour des faits de corruption, entre autres en Indonésie, ont joué un rôle déterminant dans cette cession à General Electric. Et ce, quoiqu'en disent les dirigeants d'Alstom, c'est également un scandale parce que cette vente est un constat d'échec pour le management de l'entreprise.

Patrick Kron s'est retrouvé avec plusieurs difficultés à régler. Il y avait un effondrement des ventes des turbines à gaz, qui sont depuis 25 ans un problème pour Alstom, qui a multiplié les erreurs sur ce secteur. Il avait un actionnaire qui souhaitait sortir car il n'avait plus de réelles synergies avec Alstom et la filière nucléaire. Bouygues est entré dans le capital d'Alstom pour remplacer l'Etat: ce fut une exigence de la Commission européenne lors du sauvetage d'Alstom en 2003. C'était une erreur. L'Etat, à condition d'en avoir la volonté et les capacités aurait eu un meilleur suivi, et aurait pu éviter la bataille d'égos dans le club du nucléaire français - EDF, Areva, Alstom. Si l'Etat était demeuré actionnaire, peut-être n'en serions-nous pas là. En effet l'Etat n'est pas systématiquement un mauvais actionnaire... quand il a une vision stratégique à long terme.

Cette branche énergie fait partie du patrimoine national. Nous avons tous collectivement investi dans Alstom, ne serait-ce que par les crédits publics, la Coface, les marchés publics privilégiés ou les commandes d'EDF. Arabelle, le grand turbo alternateur, a été développé grâce aux efforts de la collectivité nationale. Alstom Power n'appartient donc pas seulement aux actionnaires d'Alstom mais aussi un peu à nous tous. Voilà pourquoi cette vente est aussi un scandale d'Etat.

Cette cession est enfin un scandale d'Etat parce que ces accords ont été présentés fin juin 2014 comme équilibrés. Ils ne le sont pas, comme l'examen des textes le montre. On aurait pu, soit mieux négocier avec GE et garder la maîtrise du nucléaire notamment de la turbine Arabelle, ou alors trouver un autre partenaire. La dernière offre faite par le tandem Siemens-Mitsubishi était plus intéressante que celle de GE.

Pour Patrick Kron, GE, l'une des entreprises américaines les plus puissantes, était la seule solution qui lui permettait de régler plusieurs problèmes à la fois. Il n'en envisageait pas d'autre. Il entendait vendre tout Alstom Power, 70% de l'activité du groupe. En espérant que GE paierait l'amende de 772 millions de dollars réclamée par le Département de la Justice. Mais cette branche énergie fait partie du patrimoine national. Nous avons tous collectivement investi dans Alstom, ne serait-ce que par les crédits publics, la Coface, les marchés publics privilégiés ou les commandes d'EDF. Arabelle, le grand turbo alternateur, a été développé grâce aux efforts de la collectivité nationale. Alstom Power n'appartient donc pas seulement aux actionnaires d'Alstom mais aussi un peu à nous tous. Voilà pourquoi cette vente est aussi un scandale d'Etat.

Que révèle cet accord de la stratégie énergétique et industrielle de l'Etat?

A l'évidence, il n'en a pas.

Quelles seront les conséquences de ce changement de direction pour les particuliers?

Dans l'immédiat, cela ne changera rien pour eux, contrairement aux salariés d'Alstom. Mais à terme, cela signifie qu'une pièce maîtresse de la filière nucléaire française passe sous pavillon américain. Pour ceux qui pensent que la filière nucléaire française doit être préservée, et plus largement le secteur énergétique - puisque Alstom est le leader mondial dans l'hydraulique, et qu'il est performant dans le secteur des réseaux intelligents (*grid*) et des turbines à vapeur - l'accord est une trahison.

L'énergie est un secteur éminemment sensible. Hillary Clinton et les Etats-Unis ont fait de l'énergie l'axe privilégié de leur développement pour le XXIème siècle. GE est un fleuron de cette politique énergétique. Hillary Clinton est allée en Algérie pour vendre des turbines à gaz de GE. Elle aurait dû vendre celles qui étaient produites dans l'usine française de GE à Belfort. Elle a finalement préféré vendre celles qui sont produites aux Etats-Unis. Etonnant! Elle préfère favoriser l'emploi aux Etats-Unis plutôt qu'en France!

Vous écrivez que cette vente est la conséquence d'une «offensive judiciaire américaine» de grande ampleur. «Les Etats-Unis imposent au monde occidental de nouvelles normes dans le droit des affaires.» Le droit continental et le droit européen s'alignent-ils sur le droit américain?

Oui. Il est difficile de lutter contre le *Foreign Corrupt Practices Act*. Ainsi que je l'explique dans mon livre, la corruption, c'est l'arme des faibles. Les forts utilisent l'influence. Les grandes banques d'affaires américaines installées à Paris récupèrent les hauts fonctionnaires français. Les Etats-Unis excellent en trafic d'influence. Bill Clinton avait déclaré en février 1996 dans un discours prononcé à la Maison-Blanche que les «*services de renseignement américains servent la stratégie d'expansion économique du pays et collaborent avec les entreprises.*»

La corruption, c'est l'arme des faibles. Les forts utilisent l'influence.

Les Etats-Unis ont décidé d'imposer au monde leur droit.

Comme dans l'affaire de BNP Paribas, la direction d'Alstom n'a pas pris la mesure de l'offensive des Américains. Ces derniers ont décidé d'imposer au monde leur droit. Ce principe d'extraterritorialité a été rendu possible grâce aux nouvelles technologies (Internet) et au dollar - toutes les transactions en dollar transitent par les Etats-Unis. Les Etats-Unis font peser une épée de Damoclès sur leurs partenaires: si jamais ceux-ci ne collaborent pas avec leur justice, ils seront interdits d'activité sur le territoire américain ainsi que sur une bonne partie de la planète en raison des procédures d'extradition lancées par les Etats-Unis.

Alstom a été racheté par GE, une entreprise américaine, plutôt que par Siemens, une entreprise européenne. Cela démonte-t-il le mythe d'une solidarité naturelle européenne?

Ce n'est pas la première fois. Il n'y a qu'un exemple de multinationale européenne: Airbus. C'est la France qui en avait été à l'origine. Mais dans la situation européenne actuelle, Airbus ne pourrait pas exister. La Commission européenne empêche toute initiative en ce sens car elle a une vision ultra-libérale du marché européen. En aucun cas elle ne veut créer de champion européen. Elle privilégie une vision concurrentielle du marché: peu importe la nationalité des acteurs. Sous prétexte de défendre le consommateur, elle scie la branche des producteurs. Quand Schneider et Legrand ont voulu fusionner, elle a bloqué la fusion, car l'entreprise aurait eu une part trop importante sur le marché européen, mais aussi parce que Siemens avait saboté l'accord en sous-main. Il y a une hostilité farouche entre les groupes français et les autres groupes européens - en particulier les Allemands - notamment dans les secteurs de l'électronique, de l'électricité, de l'énergie, du ferroviaire. Il n'y a jamais eu de collaboration entre Alcatel et Siemens dans la téléphonie. La France a rompu dans les années soixante-dix un accord sur l'informatique préférant - déjà? - un accord avec les Américains. L'usine de retraitement des déchets nucléaires Areva de La Hague pâtit du retrait unilatéral allemand du nucléaire. Pour Patrick Kron et les administrateurs d'Alstom, il était hors de question de faire quelque accord que ce soit avec Siemens. L'hostilité est ancienne, viscérale.

Dans la situation européenne actuelle, Airbus ne pourrait pas exister. La Commission européenne empêche toute initiative en ce sens car elle a une vision ultra-libérale du marché européen.

La Commission européenne a donné son feu vert au rachat par General Electric du pôle énergie d'Alstom pour près de 12 milliards et demi d'euros. Quel a été le rôle de la Commission dans ce dossier?

Plutôt de 12 milliards. En effet, fin juillet, Alstom a consenti un rabais de 300 millions de dollars. Pour, selon leur communiqué, faciliter la négociation avec la Commission européenne. Les actionnaires doivent le savoir. Ils ont voté pour un prix de 12,35 milliards, et se retrouvent sans explication satisfaisante avec un nouveau prix de 12,05. Comme l'amende de 772 millions de dollars au DOJ sera payée par Alstom et non par GE, le produit de la vente a singulièrement fondu.

L'intérêt d'Alstom Power pour GE c'est d'abord et surtout les contrats de maintenance. J'explique cela dans mon livre. Dans ce métier comme dans quelques autres on gagne surtout de l'argent sur la

maintenance (35% de marge) plutôt que sur la vente d'une turbine proprement dite (8% de marge environ)

L'intérêt de GE était donc de récupérer les contrats de maintenance d'Alstom notamment ceux concernant les 178 turbines Arabelle en service. La Commission européenne a flairé la situation de monopole et donc exigé que GE cède des actifs à l'italien Ansaldo Energia.

Que dit cet accord de la désindustrialisation de la France?

C'en est un symbole. Malheureusement, pas le seul. C'est la suite d'une longue liste d'entreprises que la France a laissé partir. Lafarge étant la dernière. Alcatel-Alsthom, au début des années 1990, était le leader mondial des télécommunications. Qu'est-il devenu? En 2006, Alcatel a disparu dans une fusion avec l'américain Lucent. En 2015, 70% d'Alstom disparaît, racheté par l'américain GE. Et leurs dirigeants, Serge Tchuruk et Patrick Kron ont obtenu des bonus. Des bonus pour mauvaise gestion?

Vous qualifiez d' «étrange défaite» le processus de délitement de l'industrie française. Qui en sont les responsables?

Des managers qui ont mal fait, et l'Etat qui a laissé faire. Ces dirigeants, dans les années 1990, alors que démarrait la mondialisation, ont été convertis à une idéologie de la financiarisation, de la cupidité, de l'ambition personnelle qui a annihilé toute préservation de l'intérêt de l'entreprise et du bien commun. Ils se sont alignés sur les comportements des dirigeants américains qui gagnaient bien plus qu'eux. *Greed is good...* Ils n'ont pas remarqué qu'ils n'étaient pas les propriétaires de ces entreprises! Nous n'avons pas été capables de créer des actionnariats stables dans notre pays. Progressivement, nos grands groupes ont vu leur capital passer dans les mains de fonds d'investissement- à distinguer des fonds de pension - des traders, qui font tourner les actifs pour maximiser les profits.

On a tout misé sur les entreprises du CAC 40 et négligé l'humus industriel (PME) qui en dépend.

Quand un grand groupe français se fait racheter par un groupe étranger, les dirigeants changent: ils ont une autre logique, une autre vision. Ils ne privilégient plus la sous-traitance en France, car ils ont leurs propres sous-traitants. Derrière chaque grand groupe se cache une multitude de sous-traitants ; ce tissu industriel disparaît dès lors que le groupe est cédé. Ce fut le cas avec Pechiney, Arcelor... Une chaîne de compétences, de savoir-faire s'éteint, sur 10 ans, 15 ans. La désindustrialisation de la France, c'est ça. On a tout misé sur les entreprises du CAC 40 et négligé l'humus industriel (PME) qui en dépend, le «Mittelstand», comme le disent les Allemands. On n'a pas favorisé l'émergence d'entreprises privées, individuelles, ce qui est aussi le problème de l'environnement juridico-économique et fiscal en France. Les Italiens, les Allemands ou les Coréens l'ont fait. On ne demeurera pas une grande puissance économique si on liquide notre industrie, et si on mise uniquement sur le tourisme et le luxe ...

On apprend aujourd'hui que les aides d'Etat à Alstom pour l'exportation de centrales à charbon vont être supprimées au profit des énergies renouvelables. La stratégie de l'Etat en matière industrielle se résume-t-elle à une orientation écologique?

Supprimer ces aides était le moins qu'il pouvait faire. Mais l'Etat pourrait faire plus: sortir Arabelle et la partie nucléaire des accords. Sortir aussi tout ce qui relève de la Défense.

C'est encore possible?

C'est une question de rapports de force et de volonté politique. Force est de constater que nous nous sommes mis à la remorque des Américains. L'Europe est sous une double hégémonie: l'hégémonie américaine en matière diplomatique, technologique et de défense, l'hégémonie allemande pour la macro-économie. Pas question de s'opposer aux Américains dans ce qui touche à la défense. Comme ceux qui nous gouvernent ont diminué les investissements militaires depuis vingt ans, nous sommes par conséquent dépendants des orientations américaines. Et nous nous abstenons de développer des relations privilégiées avec d'autres pays majeurs, comme la Russie. En rachetant Alstom Power, GE va contrôler *de facto* notre politique d'exportation dans l'énergie comme dans la défense, car le groupe américain détient désormais le monopole de la fabrication des turbines de la flotte de guerre française. Ne nous leurrons pas: les Américains veulent nous faire disparaître du champ des grands pays producteurs d'armement. Le jour où la France n'aura plus de politique indépendante de défense, où elle ne maîtrisera plus les technologies militaires, elle ne sera plus une grande puissance.